

Record historique du tourisme d'achat

Au début de l'année, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a annoncé un taux de renchérissement de -0,7%. Bonne nouvelle, non? Toutefois, étant donné que l'euro a baissé de 20% et qu'on oublie souvent que ni les primes d'assurance-maladie ni les loyers ne sont pris en compte dans le panier de la ménagère, il s'agit plutôt d'une goutte d'eau dans l'océan. En 2012, tant les primes que les loyers ont continué à augmenter. Cela signifie que le budget disponible des ménages s'effrite d'année en année et que beaucoup de personnes sont désormais contraintes de prêter davantage attention au prix des denrées quotidiennes. D'après une étude de Credit Suisse, le tourisme d'achat a crû de 25% en 2012, alors qu'il avait déjà augmenté sensiblement les années précédentes en raison de la force du franc. C'est là un signe manifeste que l'îlot de cherté suisse reste une réalité.



Franziska
Troesch-Schnyder
Présidente de Konsum.ch
– konsumentenforum kf

Les réformes proclamées sont nombreuses, mais souvent inefficaces

Un certain nombre de mesures ont été prises pour lutter contre l'îlot de cherté, comme le principe du Cassis-de-Dijon ou l'autorisation des importations parallèles, mais elles n'ont eu malheureusement qu'un effet limité, voire nul, sur les prix. De nouvelles mesures sont donc indispensables. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Forum des consommateurs (Konsumentenforum, KF) a soutenu celles proposées en été 2011 par le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann pour amortir la force du franc, préserver les emplois et sauvegarder l'attrait de la place économique suisse. Ces mesures ont certes été approuvées par le Parlement, mais deux ans après, il ne reste pas grand-chose de l'élan qu'on percevait alors. Le résultat des efforts entrepris demeure modeste: la Suisse compte toujours parmi les pays les plus chers du monde et le prix de produits identiques y sont parfois supérieurs de plus de 50% à ceux pratiqués dans les pays limitrophes.

Comment réduire les prix à un niveau acceptable en Suisse?

Pour le KF, les mesures prioritaires sont les suivantes.

1. Imposer rigoureusement l'autorisation des importations parallèles et en sanctionner le non-respect. En amont, les détaillants, restaurateurs, hôteliers et agriculteurs doivent avoir la possibilité d'acheter à l'étranger ou à l'intérieur aux mêmes conditions que dans les pays limitrophes.
2. Mettre enfin en vigueur le durcissement du droit des cartels, soumis à consultation en 2011, qui déclare les ententes horizontales et verticales entre concurrents généralement illicites et exige des entreprises la justification des dérogations requises.
3. Ouvrir le marché de la viande, comme cela a été fait pour le fromage. Cette décision a, en effet, entraîné une baisse sensible des prix et du tourisme d'achat correspondant. D'après des études de marché, le prix élevé de la viande et de la charcuterie est l'un des facteurs principaux des achats

à l'étranger, les autres produits étant les cosmétiques et les détergents.

4. Réactiver l'accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire et entamer des négociations.
5. Adapter les heures d'ouverture des magasins à l'évolution sociale. De nos jours, seule une minorité peut encore s'offrir le luxe d'habiter là où elle travaille. Autrement dit, on ne rentre à la maison qu'après la fermeture des magasins, contrairement à ce qui se passe dans les pays voisins. En Allemagne, les commerces – surtout près de la frontière – restent ouverts jusqu'à 22 heures. En Italie, on peut même faire ses courses le dimanche. L'évolution sociale veut que les commissions puissent s'effectuer le soir et que les grands achats du samedi se transforment en sortie familiale.
6. Baromètre des prix. Cette mesure a été mise en œuvre par les quatre organisations de consommateurs, sur mandat de la Confédération et avec l'accord du Parlement. La comparaison des prix de produits identiques en Suisse et à l'étranger facilite les décisions des consommateurs. Le KF estime cependant qu'il y manque les différences propres à chaque pays (y compris pour les articles de marque), une énumération complète des coûts (temps de déplacement, émissions de CO₂, etc.) et la comparabilité des différences de qualité en matière de service après-vente, maintenance, garantie, etc., ou encore l'indication des possibilités meilleur marché offertes en Suisse par rapport aux prix surfaits des produits importés. On trouvera plus de renseignements dans une prise de position et un guide disponibles sur konsum.ch (en allemand seulement).

Toutes ces mesures pourraient ramener les prix à un niveau acceptable en Suisse. Il ne s'agit pas de les abaisser au niveau de l'UE, car il est prouvé que les consommateurs suisses sont prêts à payer un supplément pour la qualité, des conditions de travail supportables et une production respectueuse des animaux. Il faut, cependant, que cette différence soit compréhensible et justifiable.